

Le fait que Ségolène Royal ait récemment insisté sur la nécessité de penser la gauche du XXI^e siècle au moment où l'appareil du PS tente de s'impliquer davantage dans sa campagne ne relève pas du hasard. La candidate sait qu'elle ne saurait gagner sans un parti. Mais elle sait aussi que son succès passe par la propagation de son propre message en surimpression du discours d'un PS idéologiquement usé. Mais qu'est-ce au juste qu'une gauche du XXI^e siècle ? On peut formuler ici quelques propositions qui pourraient la définir.

▼ PUBLICITE

La première consiste tout d'abord à dire et redire que le changement social dont parle tant la gauche ne saurait se penser sur le mode du retour à l'équilibre des "trente glorieuses". Ce modèle conciliait stabilité de l'emploi, régulation étatique forte, construction des compromis sociaux dans un cadre purement national. Certes, à l'époque, la gauche dénonçait ce modèle comme un produit du capitalisme monopoliste d'Etat où la bourgeoisie s'abritait derrière l'intérêt général pour défendre ses intérêts de classe. Plus grave encore, elle refusait systématiquement l'appellation de "social-démocrate" qu'elle jugeait infamante par crainte de ce que Léon Blum appelait, après le congrès de Tours, le "*qu'en-dira-t-on communiste*".

La conséquence de cette logique, où la gauche réformiste a toujours peur d'être qualifiée de capitularde par des gens qui n'assumeront jamais les responsabilités du pouvoir, est simple : elle se croit obligée de tenir sur le monde un discours pessimiste, à ne voir dans ce qui se passe sous nos yeux qu'inégalités et dérèglements sociaux, à n'assigner aux bouleversements en cours qu'un sens négatif et inquiet. Son seul objectif est alors de reconstruire ce qui a été détruit par le libéralisme avec tout ce que cela implique comme conservatisme et nostalgie. Nous avons ainsi aujourd'hui une gauche dont le discours est le plus maximaliste de toute l'Europe dans le pays le moins libéral d'Europe. Or, tant que cette gauche n'aura pas rompu avec cette vision purement pessimiste du changement social, tant qu'elle ne voudra pas montrer qu'il y a dans le monde

actuel des potentialités, elle continuera à décevoir ses électeurs car chacun sait que le retour aux "trente glorieuses" n'est ni possible ni souhaitable.

La gauche a besoin de penser le changement social sur le mode de la contingence plutôt que sur celui du déterminisme. Il lui faudrait d'une manière ou d'une autre se libérer de l'héritage de Pierre Bourdieu dans ce qu'il a de plus figé, défensif, et en définitive, conservateur. Dire à haute et intelligible voix que la gauche n'a plus pour horizon politique le retour aux "trente glorieuses" constituerait un acte révolutionnaire et fondateur pour une gauche du XXI^e siècle. En disant cela, la gauche ferait enfin son aggiornamento idéologique sans coût politique excessif. Elle romprait avec la tentation conservatrice qui est la sienne depuis maintenant plus d'une décennie.

Le deuxième axe fort d'une gauche du XXI^e siècle devrait se construire autour d'une redéfinition du rôle de l'Etat par rapport au marché. Or, là encore, la tâche est titanesque, d'une part, parce que la vénération de l'Etat est très ancrée dans une société qui a rompu avec Dieu pour mieux lui substituer l'Etat. D'autre part, parce que nous appartenons à un pays où l'inculture économique de nos élites politiques et intellectuelles conduit à penser que raisonner économiquement revient à comploter socialement.

Ce faisant, la gauche et l'extrême gauche ont totalement abandonné toute critique sociale de l'Etat face à ce qu'elles considèrent comme la tâche prioritaire : la lutte contre l'ennemi libéral. Or l'Etat est lui aussi un formidable producteur d'inégalités sociales, spatiales et régionales. Si notre système éducatif est devenu si inégal, si nos députés ne comptent que trois personnes issues du monde ouvrier alors qu'ils étaient 100 en 1970, si les inégalités régionales de notre système hospitalier sont si flagrantes, ce n'est pas à cause des dégâts du libéralisme, mais bien parce que l'Etat et les institutions qui émanent de lui sont des producteurs d'inégalités. Le fait que la fonction publique soit devenue une source de reproduction sociale pour les enfants de fonctionnaires et que les enfants d'immigrés en soient largement exclus est un fait accablant.

Une gauche modernisée devrait donc reprendre le chemin de la critique sociale de l'Etat. Cette critique n'est bien évidemment pas contradictoire avec une critique du marché. Mais la critique du marché doit être qualifiée, étayée, précisée et non pas seulement postulée. Croire que le bien public s'identifie mécaniquement à la propriété publique est tout simplement une vieillerie. On peut parfaitement défendre le bien public sans forcément recourir à la propriété publique : un exemple, les transports urbains. Dans toutes les villes de France sauf trois, ces transports sont assurés par des opérateurs privés, liés aux municipalités par des contrats intégrant des obligations de service public. Qui s'en plaint ? Nous savons par ailleurs que l'appel à des ressources privées peut renforcer le bien public. Si les universités étaient plus autonomes, si elles avaient les moyens d'acquérir par elles-mêmes des ressources propres, si les frais d'inscription dans les universités étaient relevés en échange d'un système de prêts étudiants à taux zéro, nous aurions une université plus compétitive et plus égalitaire.

La troisième façon de penser une gauche du XXI^e siècle consisterait à toujours penser les mécanismes de redistribution parallèlement aux mécanismes d'incitation. Or sur ce plan la gauche accuse un retard conceptuel phénoménal car, pour elle, la redistribution, c'est l'Etat, et l'incitation, c'est le marché. Il est gravissime que des responsables de gauche continuent à se livrer à une surenchère sur le smic qui a pour inconvénient de freiner l'entrée sur le marché des travailleurs non qualifiés et d'écraser la pyramide des salaires. Croire que plus on redistribue, plus on réduit les inégalités relève d'une vision non seulement dépassée mais erronée.

Enfin, il y a une quatrième façon de penser la gauche du XXI^e siècle : c'est celle qui consiste à voir dans la mondialisation non pas simplement une machine à détruire et à uniformiser, mais à enrichir et stimuler. Il faut dire et redire que la mondialisation est avant tout un processus de redistribution de la richesse et de la puissance dans de nouveaux espaces. Elle consacre la fin de la rente de l'Occident sur le monde. Et de cela il est insupportable de voir des forces de gauche s'inquiéter. Il ne faut sur ce point jamais perdre de vue que c'est sur son refus d'accepter la décolonisation que la SFIO s'est fracassée. Et que même si tout n'est pas comparable, il serait grave et inquiétant que la gauche française en vienne à tant craindre d'un changement planétaire qu'elle ne parvienne pas à comprendre.

Dans la plupart des pays européens, les forces de gauche portent sur la gauche française un regard navré, celle d'une gauche nationale, repliée sur l'Hexagone et parfaitement indifférente au sort du monde. L'élection présidentielle est la seule élection qui permet à la gauche d'espérer gagner, malgré la faiblesse d'un Parti socialiste impréparé à penser le monde de demain. Ce paradoxe ne s'explique que par la personnalité de son candidat, qui offre l'avantage d'avoir une vision postidéologique du monde.

Zaki Laïdi est chercheur au CERI.